**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**DEPARTEMENT DE LA VIENNE**

**COMMUNE DE FROZES**

Nombre de membres afférents au C.M. : 15

Nombre de membres en exercice : 13

Nombre de membres présents : 12

Date de la convocation : 12/02/2024

Date de l'affichage : 12/02/2024

**COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

 **SEANCE DU 19 FÉVRIER 2024**

L’an deux mil vingt quatre

Le dix-neuf février à dix-huit heures trente

Le conseil municipal de la commune de FROZES, dûment convoqué, s’est réuni en nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur MEUNIER Laurent, Maire.

**Étaient Présents :** Mrs MEUNIER Laurent, BARRITEAU Benjamin, BRAULT Franck, BROCHARD Freddy, CHARRUYER Jérôme, DUCLAUD Julien, FLÉ Didier, MARTEAU Laurent

 Mmes, DRAGON Jeannine, GERMAN Agnès, GRATADOU Anne, MAINGAULT Alexandra

**Était Excusée** :MmeROBIN Maude qui donne pouvoir à M. MEUNIER Laurent

**DÉLIBÉRATION 2024/04 : MISE A JOUR DU RIFSEEP**

**MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L’EXPERTISE ET DE L’ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D’EXPERTISE ET COMPLEMENT INDEMNITAIRE**

Modifications de la délibération suite aux changements de personnel

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la

Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l’application du 1er alinéa de l’article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l’appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l’arrêté du 19 mars 2015 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d’Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux,

Vu l’arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l’application au corps des secrétaires administratifs de l’intérieur et de l’outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat,

Vu l’arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l’application au corps des adjoints administratifs de l’intérieur et de l’outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat,

Vu l’arrêté du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d’Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents sociaux territoriaux.

Vu l’arrêté du 16 juin 2017 pris pour l’application aux corps des adjoints techniques de l’intérieur et de l’outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat.

Arrêté du 30 décembre 2016 portant application au corps des adjoints techniques des administrations de l'Etat relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l’arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l’application aux corps des adjoints techniques d’accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat,

Considérant qu’en application du principe de parité avec la fonction publique d’Etat, l’indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise (I.F.S.E.) est transposable à la fonction publique territoriale,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel,

Vu la délibération instaurant un régime indemnitaire en date du 6 janvier 2016

Vu l’avis favorable du Comité Technique en date du 26 juin 2017

Vu la modification du tableau des effectifs en date du 1er aout 2020

Vu la demande du Comité Technique en date du 1er décembre 2020 de modifier l’organigramme afin qu’il soit en adéquation avec la délibération présentant le RIFSEEP.

Vu la demande de révision du plafond de montant maximum pour l’attribution d’IFSE

Dans le cadre de la refonte d’ensemble des régimes indemnitaires de la fonction publique d’Etat, la plupart des régimes indemnitaires existants sont appelés à disparaître pour être remplacés par un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel (RIFSEEP). Ce nouveau régime indemnitaire a vocation à concerner, à terme, l’ensemble des corps de la fonction publique de l’Etat. Au nom du principe de parité découlant de l’article 88 de la loi n° 84-53 du 26.01.1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les cadres d’emplois de la FPT sont concernés dès lors que le corps de l’Etat équivalent (en matière de régime indemnitaire) est rendu éligible au nouveau dispositif.

Afin de prendre en compte cette évolution, et notamment l’abrogation au 31.12.2015 du dispositif réglementaire de la prime de fonctions et de résultats (PFR), ainsi que l’interdiction de cumuler le RIFSEEP avec toute prime liées aux fonctions et à la manière de servir, il est proposé au conseil municipal de modifier le régime indemnitaire existant et de mettre en place le RIFSEEP.

Il est toutefois précisé que l’ensemble des textes réglementaires ne sont pas encore parus. La présente délibération pourra donc devoir être modifiée prochainement pour prendre en compte la parution à venir d’arrêtés complémentaires.

Le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments, le second étant optionnel :

* L’indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise liée aux fonctions exercées par l’agent et à son expérience professionnelle (IFSE),
* le complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l’engagement professionnel et de la manière de servir, en lien avec l’entretien professionnel.

**I.- Mise en place de l’IFSE**

Cette indemnité est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d’expertise requis dans l’exercice des fonctions occupées par les fonctionnaires. Chaque emploi ou cadre d’emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

* des fonctions d’encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
* de la technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l’exercice des fonctions,
* des sujétions particulières ou degré d’exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

**A.- Les bénéficiaires**

Après en avoir délibéré, décide d’instaurer dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d’Etat l’indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise (I.F.S.E.) :

* aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
* aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, y compris les agents mis à disposition par le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Vienne.

**B.- La détermination des groupes de fonctions et des montants maxi :**

Chaque part de l’I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci- dessous et applicables aux fonctionnaires de l’Etat.

Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximums spécifiques.

* **Catégories C**

|  |  |
| --- | --- |
| **ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORRIAUX** | **MONTANTS ANNUELS** |
| **GROUPES DE FONCTIONS** | **EMPLOIS - FONCTIONS** | **MONTANT MINI** | **MONTANT MAXI** | **PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES** |
| **Groupe C1** | Agent seul, polyvalent, en contact direct avec les administrésEntretien voirie et bâtimentsEntretien espaces vertsEntretien du parc matérielGestion des fournitures et matériel | 1 860 € | 3 000 € | 11 340 € |
| **Groupe C2** | Agent entretien des locaux communauxAccompagnatrice de busAgent à la bibliothèque | 1 440 € | 3 000 € | 10 800 € |

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants :

**pour groupe C1 :**

Fonctions :

Responsable de son organisation de travail (agent seul)

agent très polyvalent,

Expertise et technicité

- Connaitre et savoir appliquer les techniques et pratiques locales, les techniques de bases dans l'entretien générale des bâtiments, du matériel.

- savoir retransmettre les informations aux élus.

Sujétions :

- contrainte physique, météo

- polyvalence, disponibilité

**pour groupe C2 :**

Fonctions :

Agents d'exécution

Expertise et technicité

- Connaitre et savoir appliquer les techniques et pratiques liées à leur travail

Sujétions :

 - contrainte physique,

***-*** disponibilité

|  |  |
| --- | --- |
| **AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX** | **MONTANTS ANNUELS** |
| **GROUPES DE FONCTIONS** | **EMPLOIS - FONCTIONS** | **MONTANT MINI** | **MONTANT MAXI** | **PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES** |
| **Groupe C1** | *chef d’équipe*  | 1 860 € | 3 000 € | 11 340 € |
| **Groupe C2** | *Agent d’exécution,* | 1 440 € | 3 000 € | 10 800 € |

**pour groupe C1 :**

Fonctions :

Responsable de l’organisation du travail

Agent très polyvalent,

Expertise et technicité

- Connaitre et savoir appliquer les techniques et pratiques locales, les techniques de bases dans l'entretien générale des bâtiments, du matériel.

- savoir retransmettre les informations aux élus.

Sujétions :

- contrainte physique, météo

- polyvalence, disponibilité

**pour groupe C2 :**

Fonctions :

Agents d'exécution

Expertise et technicité

- Connaitre et savoir appliquer les techniques et pratiques liées à leur travail

Sujétions :

 - contrainte physique,

***-*** disponibilité

|  |  |
| --- | --- |
| **ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORRIAUX** | **MONTANTS ANNUELS** |
| **GROUPES DE FONCTIONS** | **EMPLOIS - FONCTIONS** | **MONTANT MINI** | **MONTANT MAXI** | **PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES** |
| **Groupe C1** | Agent seul, polyvalent, en contact direct avec les administrésAccueil , Etat civil, Secrétariat des élus, Urbanisme, Elections, Finances, RH, Courrier | 3000 € | 9 000 € | 11 340 € |
| **Groupe C2** | Agent d’accueil sous la responsabilité de la secrétaire principale | 1 860 € | 3 000 € | 10 800 € |

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants :

**pour groupe C1 :**

Fonctions :

Responsable de l’organisation de travail

agent très polyvalent,

Expertise et technicité

- Connaitre et savoir appliquer les techniques de bases

- savoir retransmettre les informations aux élus.

- Maitrise de l’outil informatique et bureautique

- Encadrement : coordination entre les différents services et les élus.

Sujétions :

- gestion simultanée de différents dossiers

- polyvalence, disponibilité

**Pour groupe C2 :**

Fonctions :

Agents d'exécution

Expertise et technicité

- Connaitre et savoir appliquer les techniques et pratiques liées à leur travail

Sujétions :

 - relations aux usagers

 - collaboration avec la responsable et les élus

***-*** disponibilité

**C.- Le réexamen du montant de l’I.F.S.E.**

Le montant annuel attribué à l’agent fera l’objet d’un réexamen :

* en cas de changement de fonctions,
* tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent

**D.- Les modalités de maintien ou de suppression de l’I.F.S.E.**

En cas de congé de maladie ordinaire y compris congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS), accident de service, maladie professionnelle, maladie d’origine professionnelle ou contractée ou aggravée en service, l’IFSE suivra le sort du traitement.

 Pendant les congés annuels, les autorisations d’absence régulièrement accordées et donnant lieu à maintien du traitement, et pendant les congés pour maternité, de paternité et d’accueil de l’enfant ou pour adoption, de période de préparation au reclassement (PPR) cette indemnité sera maintenue intégralement

 En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie le régime indemnitaire sera suspendu dès le 1er jour d’arrêt.

**E.- Périodicité de versement de l’I.F.S.E.**

L'IFSE sera versée mensuellement.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

**F.- Clause de revalorisation l’I.F.S.E.**

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires aux fonctionnaires de l’Etat.

**II.- Mise en place du complément indemnitaire annuel (C.I.A.)**

Le complément indemnitaire annuel est lié à l’engagement professionnel et à la manière de servir de l’agent. Le versement de ce complément est facultatif.

**A.- Les bénéficiairesdu C.I.A.**

Après en avoir délibéré, décide d’instaurer dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d’Etat le complément indemnitaire annuel :

* aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

**B.- La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima du C.I.A.**

Chaque cadre d’emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d’Etat. L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères d’évaluation définis par la délibération afférente à l’entretien professionnel.

 Ces montant ne sont pas reconductibles automatiquement d’une année sur l’autre, peuvent être compris entre 0 et 100 % du montant maximal.

Ce coefficient sera déterminé à partir des résultats de l’évaluation professionnelle selon les modalités suivantes :

- Résultats professionnels : Implication dans le travail, qualité du travail effectué.

- Manière de servir : Autonomie, rigueur, initiative, organisation, disponibilité

- Qualités relationnelles : travail en équipe, relations avec les élus, respect des valeurs du service public

- Capacité d'encadrement : animer une équipe, faire appliquer les décisions, faire circuler les informations nécessaires, faire des propositions.

* **Catégories C**

|  |  |
| --- | --- |
| **ADJOINTS ADMINISTRATIFS** | **MONTANTS ANNUELS** |
| **GROUPES DE FONCTIONS** | **EMPLOIS** | **MONTANT MINI** | **MONTANT****MAXI** | **PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES****RES** |
| **Groupe C1** | Adjoint Administratif Principal | 500 € | 800 € | 1260 € |
| **Groupe C2** | Adjoint Administratif | 500 € | 800 € | 1200 € |
| **ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORRIAUX** | **MONTANTS ANNUELS** |
| **GROUPES DE FONCTIONS** | **EMPLOIS - FONCTIONS** | **MONTANT MINI** | **MONTANT MAXI** | **PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES** |
| **Groupe C1** | Agent seul, polyvalent, en contact direct avec les administrés | 500 € | 800 € | 1260 € |
| **Groupe C2** | Agent entretien des locaux communauxAccompagnatrice de bus | 500 € | 800 € | 1200 € |

|  |  |
| --- | --- |
| **AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX** | **MONTANTS ANNUELS** |
| **GROUPES DE FONCTIONS** | **EMPLOIS - FONCTIONS** | **MONTANT MINI** | **MONTANT MAXI** | **PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES** |
| **Groupe C1** | *chef d’équipe* Agent polyvalent, en contact direct avec les administrés | 500 €] | 800 € | 1 260 € |
| **Groupe C2** | *Agent d’exécution* | 500 €  | 800 € | 1200 € |

**C.- Les modalités de maintien ou de suppression du C.I.A.**

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l’Etat dans certaines situations de congés, au décret n° 2019-172 du 5 mars 2019 instituant une période de préparation au reclassement au profit des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, au décret n° 2019-301 du 10 avril 2019 relatif au congé pour invalidité temporaire imputable au service dans la fonction publique territoriale ::

 En cas de congé de maladie ordinaire y compris congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS), accident de service, maladie professionnelle, maladie d’origine professionnelle ou contractée ou aggravée en service, le C.I.A. suivra le sort du traitement.

 Pendant les congés annuels, les autorisations d’absence régulièrement accordées et donnant lieu à maintien du traitement, et pendant les congés pour maternité, de paternité et d’accueil de l’enfant ou pour adoption, de période de préparation au reclassement (PPR) cette indemnité sera maintenue intégralement

 En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie, le régime indemnitaire sera suspendu dès le 1er jour d’arrêt.

**D.- Périodicité de versement du complément indemnitaire**

Le complément indemnitaire fera l’objet d’un versement annuel, au cours du mois qui suit l'évaluation professionnelle et ne sera pas reconductible automatiquement d’une année sur l’autre.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

**E.- Clause de revalorisation du C.I.A.**

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires aux fonctionnaires de l’Etat.

**III.- Les règles de cumul**

L’I.F.S.E. et le C.I.A sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

**Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec** :

la prime de fonction et de résultats (PFR),

l’indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),

l’indemnité d’administration et de technicité (I.A.T.),

l’indemnité d’exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),

la prime de service et de rendement (P.S.R.),

l’indemnité spécifique de service (I.S.S.),

la prime de fonction informatique

**L’I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :**

l’indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement),

les dispositifs d’intéressement collectif,

les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA

les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, indemnité horaire pour travail de nuit, jours fériés et dimanches, …),

la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel,

la nouvelle bonification indiciaire.

**L’attribution individuelle de l’I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l’autorité territoriale fera l’objet d’un arrêté individuel.**

En application de l'article 88 alinéa 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, l'autorité territoriale peut maintenir, à titre individuel, le montant versé antérieurement au RIFSEEP."

**IV - Date d'effet**

**Cette délibération annule et remplace la délibération 01/12/2020**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au **20/02/2024**

La ou les délibérations instaurant le régime indemnitaire antérieurement sont modifiées ou abrogées en conséquence.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Fait à FROZES, le 19/02/2024

Le Maire informe que la présente délibération peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.

**DÉLIBÉRATION 2024/05 : MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

M. le Maire rappelle que l’agent technique M. METAIS a obtenu son concours d’agent de maîtrise.

Vu la délibération n°26/2023 ouvrant le poste d’agent de Maîtrise et l’arrêté nommant M. MÉTAIS Julien sur le poste d’agent de maîtrise en 35/35ème.

Il convient donc au Conseil Municipal de mettre à jour le tableau des effectifs

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité des membres présent et représentés**

* DÉCIDE de la mise à jour suivante du tableau des effectifs

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Grade** | **Nbre de** | **Temps de** | **Services techniques** | **Services Adm.** |
| **postes** | **travail** | T. Plein | T. N. C. | T. Plein | T.N.C |
| Adjoint Technique Territorial 2ème classe  | 2 | 15/35ème |   | 1 |   |   |
| 05/35ème |   | 1 |   |   |
| Agent de maîtrise  | 1 | 35/35ème | 1 |   |   |   |
| Adjoint Administratif Principal 2ème classe | 1 | 28/35ème |   |   |   | 1 |
|
| Adjoint administratif 2ème classe | 1 | 15/35éme |   |   |   | 1 |
|
|  |  | **TOTAL** | 1 | 2 | 0 | 2 |

**DÉLIBÉRATION 2024/ 06 : PARTICIPATION POUR LES SORTIES SCOLAIRES DES ÉLEVES DE FROZES À LA CHAUME**

Monsieur le Maire rappelle que la commune participe pour les sorties scolaires des enfants de Frozes inscris à l’école de la Chaume à hauteur de 50 % du séjour le montant étant plafonné à 50 euros.

L’école se charge de reverser la participation aux familles concernées

Les élèves ont effectué les sorties suivantes :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| LIEU ET DATE DU SÉJOUR | MONTANT DU SÉJOUR | NOMBRE D'ENFANT  | MONTANT DE PARTICIPATION PAR LA COMMUNE  |
| Voyage en Espagne du 15/10/23 au 20/10/23 | 430 € | 5 | 250 € |
| Voyage en Dordogne du 08/04/24 au 10/04/2024 ou du 10/04/24 au 12/04/24 | 230 € | 7 | 350 € |
| Voyage dans le Nord et en Belgique du 28/05/24 au 31/05/24 et du 04/06/24 au 07/06/24 | 320 € | 4 | 200 € |
| Voyage à Chambord / Blois du 02/05/24 au 03/ 05/24  | 130 € | 3 | 150 € |
| TOTAL | 950 € |

Les crédits seront inscrits au budget,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité des membres présent et représentés**

* VALIDE le versement de 950 euros auprès du service de l’école de la Chaume qui aura en charge le reversement des subventions auprès des familles concernées.
* VALIDE le versement qui aura lieu une fois le voyage effectué

CHARGE le Maire des suites à donner

**DÉLIBÉRATION 2024/ 07 : VOTE DES SUBVENTIONS**

Le maire propose de voter les subventions pour les inscrire au budget.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents et représentés**

* **DÉCIDE** d'inscrire les subventions de la manière suivantes et charge le maire de les faire verser le plus rapidement possible.

|  |  |
| --- | --- |
| **SUBVENTIONS** | **2024** |
| Amicale sapeurs-pompiers Latillé | **50 €** |
| Amicale sapeurs-pompiers Vouillé | **50 €** |
| UFVG- ACV | **50 €** |
| Concert en nos villages | **150 €** |
| Styl’FM | **75 €** |
| DONNEUR DE SANG DE LATILLE | **75 €** |
| Lutte contre le Cancer | **75 €** |
| Paralysés de France | **75 €** |
| Paroisse de Vouillé (chauffage église) | **150 €**  |
| Chambre des métiers Poitiers | **50 €** |
| La courte échelle  | **180 €** |
| École Notre Dame de la Chaume | **10 190 €** |
| Sorties scolaires La Chaume | **950 €** |
| Réserve pour demandes exceptionnelles | **3 380 €** |
| TOTAL | **15 500€** |

**QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES**

* **Travaux de renovation au dessus de la bibliothèque**

Des travaux de rénovation sont entrepris dans la salle au-dessus de la bibliothèque et seront en grande partie réalisés par Julien l’agent de maîtrise et Thomas un prestataire de service.

De nouvelles toilettes seront changées et les cloisons refaites.

M. Charruyer sera en charge de refaire le sol.

**Fin du Conseil 20h15**

**Prochain Conseil le 25/03/2024**